



Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants

Luxembourg, 20.V.1980

Formulaires type révisés ¹

A. FORMULAIRE TYPE REVISE A UTILISER DANS LE CADRE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA GARDE DES ENFANTS CONCERNANT LA GARDE

Le Comité conventionnel sur la Convention relative à la garde des enfants (T-CC) estime qu'une autorité centrale requérante ou un requérant pourrait utiliser le formulaire type suivant pour sa demande à l'autorité requise pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision ou le rétablissement de la garde d'un enfant.

AUTORITE CENTRALE REQUERANTE OU REQUERANT.....	AUTORITE REQUISE
DEMANDE (Objet et article pertinent de la Convention) :	
Concerne l'enfant.....	
Qui aura 16 ans le	
NOTE : Les rubriques suivantes doivent être remplies de la façon la plus complète possible.	
<u>A. INFORMATIONS GENERALES</u>	
I - Identité de l'enfant et des parents	
1. Enfant	
Nom	
Prénoms.....	
Date et lieu de naissance	
Nationalité ou nationalités.....	
Sexe.....	

¹ Source: Document DIR/JUR (2006)1 Rev 2, Provisoire, du T-CC, daté du 17 septembre 2007. Les Formulaires présentés ici sont de nature indicative et n'ont pas de valeur conventionnelle.

Résidence habituelle (ou résidence habituelle avant un déplacement sans droit ou non retour)

.....

Passeport ou carte d'identité.....

(numéro s'il y a lieu)

Signalement et éventuellement photo (voir annexes).....

.....

2. Parents

2.1 Mère

Nom

Prénoms.....

Date et lieu de naissance

Nationalité ou nationalités.....

Profession

Résidence habituelle.....

Passeport ou carte d'identité.....

(numéro s'il y a lieu)

2.2 Père

Nom

Prénoms.....

Date et lieu de naissance

Nationalité ou nationalités.....

Profession

Résidence habituelle.....

Passeport ou carte d'identité.....

(numéro s'il y a lieu)

2.3 Date et lieu du mariage.....

2.4 Date et lieu de toute décision de divorce.....

II - Partie requérante : personne ou institution

Nom

Prénoms de la personne physique.....

Nationalité de la personne physique

Profession de la personne physique

Adresse

.....

.....

Passeport ou carte d'identité

(numéro s'il y a lieu)

Lien avec l'enfant

Nom et adresse du conseiller juridique.....

(s'il y a lieu).....

III - Motifs de fait ou légaux justifiant la requête

(par exemple décision d'un tribunal)

.....

.....

.....

IV - Procédures civiles en cours ou qui seront entreprises

.....

.....

.....

B. INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LE RETABLISSEMENT DE LA GARDE

V - Endroit où l'enfant devrait se trouver

5.1 Renseignements concernant la personne dont il est allégué qu'elle a déplacé sans droit ou retenu l'enfant

Nom

Prénoms

Date et lieu de naissance, s'ils sont connus.....

Nationalité, si elle est connue

Lien avec l'enfant

Profession

Dernière résidence connue.....

.....

Passeport ou carte d'identité.....

(numéro s'il y a lieu)

Signalement et éventuellement photo

(voir annexes)

5.2 Adresse de l'enfant.....

.....

5.3 Autres personnes susceptibles de fournir des informations complémentaires permettant de localiser l'enfant.....

.....

.....

VI - Lieu, date et circonstances du déplacement sans droit ou du non-retour

.....
.....
.....
.....

VII - L'enfant doit être remis à :

a. Nom

Prénoms.....

Date et lieu de naissance.....

Adresse

.....

Téléphone

b. Arrangements proposés pour le retour de l'enfant.....

.....
.....
.....
.....

C. AUTRES QUESTIONS

VIII - Autres observations

.....
.....
.....
.....

IX - Liste des pièces produites¹

.....
.....
.....
.....
.....

Fait à

Le

Signature et/ou cachet de l'autorité centrale
requérante ou du requérant

.....

¹ Par exemple, un document habilitant l'autorité centrale de l'Etat requis d'agir au nom du requérant ou à désigner à cette fin un autre représentant ; une copie de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité; lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, un document de nature à établir que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié au défendeur; le cas échéant, de tout document de nature à établir que, selon la loi de l'Etat d'origine, la décision est exécutoire; si possible, une déclaration indiquant le lieu où pourrait se trouver l'enfant dans l'Etat requis (voir aussi B.V ci-dessus); propositions sur les modalités du rétablissement de la garde de l'enfant - article 13 (1) de la Convention.

A. FORMULAIRE TYPE REVISE A UTILISER DANS LE CADRE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA GARDE DES ENFANTS, CONCERNANT LE DROIT DE VISITE

Le Comité conventionnel sur la Convention relative à la garde des enfants (T-CC) estime qu'outre l'actuel formulaire type sur la garde (voir partie IV.A), l'autorité centrale requérante ou un requérant pourrait utiliser le formulaire type suivant pour sa demande à l'autorité requise concernant le droit de visite.

DEMANDE DE MISE EN APPLICATION DU DROIT DE VISITE

Autorité centrale requérante ou requérant	Autorité requise
---	------------------

Concerne l'enfant:

qui aura 16 ans le

Note: Les rubriques suivantes doivent être remplies de la façon la plus complète possible

I. Identité de l'enfant et des parents

1. Enfant

Nom et prénoms		
Sexe	feminin /___/	masculin /___/
Date et lieu de naissance	nationalité	
Résidence habituelle avant l'enlèvement		
Passport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)		
Signalement et éventuellement photo (voir annexes)		

2. Parents

2.1. Mère

Nom et prénoms
Date et lieu de naissance
Nationalité
Profession
Résidence habituelle

Passeport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)
--

2.2. Père

Nom et prénoms

Date et lieu de naissance

Nationalité

Profession

Résidence habituelle

Passeport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)
--

2.3. Date et lieu du mariage

--

2.4. Date et lieu de toute décision de divorce

--

II. Partie requérante

3.

Nom et prénoms

Nationalité (du requérant)

Profession (du requérant)

Adresse

Passeport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)
--

Relation avec l'enfant

Nom et adresse du conseiller juridique (s'il y a lieu)
--

III. Endroit où devrait se trouver l'enfant

4.1. Indications sur la personne chez laquelle l'enfant réside habituellement

Nom et prénoms
Date et lieu de naissance
Nationalité
Profession
Dernière résidence connue
Passeport ou carte d'identité No (s'il y a lieu)
Signalement et éventuellement photo (voir annexes)

4.2. Le cas échéant, indications des personnes qui pourraient être en mesure de fournir des informations complémentaires permettant de localiser l'enfant

--

IV. Moment, lieu, date et circonstances du refus du droit de visite

--

V. Motifs de fait ou légaux justifiant la requête (par exemple une décision d'un tribunal)

--

VI. Procédures civiles en cours

--

VII. Personnes ayant le droit de visite

a.

Nom et prénoms
Date et lieu de naissance
Adresse
Téléphone

b.

Arrangements proposés pour la mise en oeuvre du droit de visite

VIII. Autres observations

--

IX. Enumération des pièces produites (*)

Fait à

le

Signature et/ou cachet de l'Autorité centrale requérante

ou du requérant

(*) par exemple copie certifiée conforme d'une décision ou d'un accord relatif à la garde ou au droit de visite; certificat ou déclaration sous serment sur la loi applicable; information sur la situation sociale de l'enfant; document habilitant l'autorité centrale d'agir au nom du requérant.

C. FORMULAIRE TYPE ACCUSE DE RECEPTION D'UNE DEMANDE PRESENTEE EN VERTU DE LA CONVENTION RELATIVE A LA GARDE DES ENFANTS

(à retourner par l'autorité centrale requise)

Le Comité Conventionnel sur la Convention relative à la garde des enfants (T-CC) estime que l'autorité centrale requise pourrait utiliser le formulaire type suivant pour accuser réception d'une demande de reconnaissance ou d'exécution d'une décision, ou de restitution de la garde d'un enfant ou d'une demande concernant le droit de visite.

Expéditeur : autorité centrale de ... (insérer le nom de votre pays)

Destinataire : autorité centrale de ... (insérer le nom du pays de l'autorité centrale requérante)

J'accuse réception de votre demande, N° de référence [...] date [...]. Cette demande est examinée dans nos services sous la référence [...].

Pour de plus amples informations concernant cette demande, prière de contacter [...nom...] [...adresse...] [...télécopieur, télex, téléphone...].

[S'il y a lieu - Le dossier a été transmis/sera transmis à (... par exemple Ministère Public, Procureur Général) de (... adresse, télécopieur, télex, téléphone...)].

Fait à

Le

Signature et/ou cachet de l'autorité centrale requise.....